

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Voir plus loin, agir plus près

"Ce qui nous rassemble est bien plus important que ce qui nous sépare", ont souligné tous les orateurs à la tribune du congrès de Carhaix. Quelle que soit la motion qu'ils défendent, ils ont tous salué le bon climat qui a régné dans la Fédération dans les débats qui ont précédé le vote du 6 novembre. Et ils ont tous souhaité que cela se poursuive pour le nouveau mandat.

A Carhaix, ville du centre Bretagne qui subit de plein fouet les conséquences de la politique de désengagement de l'État de Nicolas Sarkozy, les socialistes du Finistère partageaient le même objectif : comment préparer les conditions de l'alternance en 2012 ?

Élu de Quimperlé, Michaël Quernez a souligné les nombreux points communs qui

existent entre sa commune et Carhaix : dans ces deux villes, les services publics, en particulier dans le secteur de la santé, ont payé un lourd tribut.

Le congrès de Reims intervient au moment où la France traverse une crise très grave. "Elle est internationale, sociale, environnementale", a rappelé Marc Coatanéa, pour la motion A. "Il existe en France, aujourd'hui, deux millions de travailleurs pauvres", a confirmé Nicolas Morvan, pour la motion E. "Deux millions de personnes qui passent leur vie à la gagner". Pour Laurent Cavaloc, porte-parole de la motion C : "Cette crise sociale débouchera sur une crise politique".

"Ce congrès a réaffirmé le caractère urgent de l'opposition à Sarkozy face à la montée de la souffrance sociale et du durcissement des rapports sociaux", a résumé Jean-Jacques Urvoas. Les fondamentaux sont attaqués et, chaque jour, s'ouvrent de nouveaux fronts : la

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

 26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 13/11/2008


**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

EN CLAIR !

Pourquoi les porte-parole de l'UMP se sont-ils acharnés contre le Parti Socialiste à la suite du vote du 6 novembre ? Sans doute pour faire oublier que dans leur parti les adhérents sont très rarement consultés. A quand remonte le dernier congrès de l'UMP ? Qui se souvient quand et par qui Patrick Devedjian a été élu secrétaire général de l'UMP ? Pour les grands rassemblements de supporters, le parti de Nicolas Sarkozy est sans doute très fort. Mais, pour la démocratie interne et le débat d'idées, il lui reste beaucoup de chemin à parcourir. Si l'histoire du socialisme est rythmée par de grands congrès, celle de la droite l'est plutôt par des coups bas, des trahisons. Chirac contre Chaban, puis contre Giscard, puis Balladur contre Chirac. Qui sera celui qui trahira Sarkozy ? Certainement un de ceux qui aujourd'hui défendent la main sur le cœur celui qui fut pendant longtemps à l'origine des complots.

Un débat sans tabou

La justice fiscale qu'exigent les socialistes ne doit-elle pas commencer dans leurs propres rangs ?

"Nous n'avons jamais débattu aussi franchement de cette question", s'est félicité Tino Kerdraon, président de la Commission des conflits et ancien Premier secrétaire fédéral, au congrès fédéral de Carhaix.

La présentation du bilan financier de la Fédération, par le trésorier Jean-Claude Lessard, a effectivement donné lieu à un long débat sur le montant des cotisations que doivent verser, adhérents et élus, à leur section et à la Fédération.

"A la suite des élections municipales de mars dernier, nous rencontrons de réelles difficultés pour encaisser les cotisations de certains élus", s'est inquiété le Premier secrétaire, Jean-Jacques Urvoas.

D'ailleurs, en application des statuts, certains d'entre eux n'ont pas pu voter le 6 novembre.

Pour Maguy Pello, trésorière de la section de Plabennec, les cotisations demandées aux adhérents sont trop élevées et peuvent même constituer un frein à l'adhésion. "Pour un revenu inférieur à 1 200 euros, on ne devrait pas demander une cotisation de plus de 20 euros", a-t-elle estimé. Annie Loneux, élue de Plouégat-Guerrand, est également intervenue "au nom



Jean-Claude Lessard

des petits élus ruraux qui financent eux-mêmes leurs campagnes électorales et perdent souvent une partie de leur salaire pour accomplir leur

SUITE PAGE 2

Voir plus loin, agir plus près (suite)

Le Congrès de Reims doit permettre au Parti Socialiste de préparer l'alternance

*** généralisation du travail le dimanche, l'accentuation de la précarité dans l'Éducation nationale ou le développement continu des CDD.

Il convient donc que le Parti Socialiste, ses militants et ses élus puissent être aux côtés des Français qui souffrent. *"Nous devons bien sûr dénoncer la droite mais aussi être plus présents dans les luttes sociales"*, a estimé Richard Ferrand. *"C'est pour cela que nous proposons d'accorder aux syndicats et aux associations un droit d'interpellation vis-à-vis du PS"*, a confirmé, pour la motion E, Michel Loussouarn.

Le Congrès de Reims doit lui permettre de préparer l'alternance. *"Car quel que soit notre candidat à l'élection présidentielle, nous devons travailler dès maintenant"*, a insisté Yohann Nédélec. *"Entre 2002 et 2007, nous n'avons pas vu que Nicolas Sarkozy avait méthodiquement préparé les*



Nicolas Morvan et Marc Coatanéa

conditions de sa victoire", a rappelé Marylise Lebranchu. *"Il est donc indispensable que nous nous dotions d'une ligne politique claire et que nous donnions aux militants des clefs de lecture et des arguments afin qu'ils ne soient pas désarmés"*. *"La formation des militants constitue effectivement un enjeu prioritaire"*, a confirmé Isabelle Melscoet. *"Le combat des idées ne doit pas mourir sous les projecteurs du leadership"*, a renchéri Romain Rollant, pour la motion B

Pour Laurent Cavaloc, le travail passe aussi par l'organisation de conventions thématiques ouvertes à nos partenaires de gauche.

Il passe aussi par la clarification de plusieurs questions. Sur l'identité du PS, son engagement européen, sa stratégie d'alliances et sur le rôle que doivent y jouer ses adhérents.

Dans le Finistère, plusieurs chantiers ont été proposés. D'abord, la création d'un *"city group"* rassemblant les militants du Parti des Socialistes Européens (PSE). De

fait, tous les adhérents du PS sont adhérents au PSE. Cependant, chacun doit effectuer la démarche de devenir militant du PSE. Sur proposition d'Andrew Lincoln, le congrès a voté une résolution demandant la création d'un groupe réunissant ces militants dans le Finistère. *"C'est important parce que nous avons besoin de travailler sur ce sujet, parce que nous devons refaire notre unité sur cette question, parce que les élections européennes se tiendront en juin 2009 et enfin parce que nous avons besoin d'un nouveau souffle qui viendra de l'Europe"*, a-t-il expliqué.

Autre sujet sur lesquels les socialistes doivent se préparer : la *"réforme territoriale"* qui aboutira à la disparition d'un échelon administratif. *"Attention au piège que nous tend Nicolas Sarkozy"*, a prévenu Didier Le Gac, président du groupe de gauche au Conseil général. Réfléchissons bien avant de jeter l'opprobre sur les financements croisés par exemple.

Plus terre à terre, Yves-Marie Le Lay, pour le Pôle écologique, a demandé aux socialistes finistériens de vérifier si leur comportement répond bien aux exigences du développement durable. *"C'est bien de récupérer les badges à l'issue du congrès. Mais servons-nous toujours du café issu du commerce équitable ? Nos locaux sont-ils équipés de récupérateurs d'eau ?"*

La prochaine direction de la Fédération aura à répondre à ces questions. A l'issue du congrès de Carhaix, deux candidats se sont déclarés pour le poste de premier secrétaire fédéral : Marc Coatanéa, pour la motion A, arrivée en tête dans le Finistère, et Nicolas Morvan, pour la motion E, arrivée en deuxième position. Cependant, le délégué de la 8^e circonscription a clairement indiqué aux 280 délégués qu'il fallait considérer son dépôt de candidature comme un *"dépôt de garantie"*.

A Carhaix, les socialistes finistériens ont clairement exprimé leur volonté de préparer l'alternance.



280 délégués à Carhaix

Un débat sans tabou (suite)



L'argent ne doit pas être un frein à l'adhésion

*** *mandat"*. La déléguée de la 4^e circonscription a cité en exemple la Fédération de la Gironde : *"Là-bas, les élus des communes de moins de 1 000 habitants ne versent pas de cotisation"*.

"L'argent ne doit pas constituer un frein à l'adhésion. La Fédération est toujours à l'écoute des adhérents et des élus qui rencontrent des difficultés pour s'acquitter de leur cotisation", a rappelé Jean-Claude Lessard, tout en précisant *"qu'il n'est pas normal que des élus indemnisés ne versent rien au parti. La confiance doit régner. Mais tous les adhérents doivent jouer le jeu"*.

Un parti sans argent ne peut pas vivre

"Le prix de la cotisation n'est pas l'argument principal avancé par les adhérents qui quittent le Parti Socialiste", a fait remarquer le secrétaire de la section de Quimper, Karim Ghachem. *"Ils expliquent qu'ils ne*

sont plus en accord avec les orientations du PS, qu'ils ne s'y sentent pas à leur place, mais ils n'avancent quasiment jamais l'argument financier". Cependant, la question doit être posée franchement. Car *"un parti sans argent ne peut pas vivre"*, a rappelé Marylise Lebranchu pour qui les cotisations doivent être proportionnelles aux revenus ou aux indemnités. C'est possible et c'est déjà la réalité dans plusieurs groupes municipaux. Alain Queffelec, maire de Guipavas et ancien trésorier fédéral, a d'ailleurs expliqué comment s'effectue la redistribution au sein du groupe de sa commune.

La discussion engagée au congrès fédéral de Carhaix doit maintenant se poursuivre dans les sections, dans les groupes municipaux et au sein de la Fédération et de l'UESR (Union des élus socialistes et républicains) de manière à mettre en place un système juste. Un chantier important pour la future équipe fédérale...

Nous sommes tous des carhaisiens

"Nous n'avons pas choisi par hasard d'organiser le congrès fédéral à Carhaix, 27 ans après celui de 1981", a expliqué Jean-Jacques Urvoas, le 8 novembre, dans la capitale du Poher. "La Fédération voulait ainsi apporter clairement et publiquement son soutien aux socialistes de cette section dont le combat mérite d'être soutenu, par tous les socialistes, qu'ils soient à Brest, Quimper ou Rennes".

Ce combat, ils le mènent bien sûr contre la droite et sa politique de démantèlement des services publics. Mais, trop souvent, ils doivent aussi répondre aux attaques lancées contre eux par le maire de la ville, Christian Troadec. Dernier épisode de cet affrontement, souvent brutal, la démission du socialiste Pierrrot Belleguic de la présidence de la communauté de communes. *"Il a été poussé à prendre cette décision à la suite d'attaques inadmissibles",* a expliqué le conseiller général, Richard Ferrand.

Ce comportement est d'autant plus inadmissible que le maire de Carhaix siège



Jean-Jacques Urvoas en compagnie des dirigeants de la section de Carhaix

dans les rangs de la majorité régionale à Rennes.

Le congrès fédéral a donc permis de mettre en valeur une section qui compte 70 adhérents. *"Depuis deux mois, nous nous sommes retrouvés toutes les semaines pour accueillir les 280 délégués de la fédération",* précise le secrétaire de section,

Bernard Le Bras, qui occupe cette fonction depuis deux congrès. *"Mais il ne faut pas s'accrocher",* estime-t-il, *"sinon, on risque de tomber dans la routine".* Candidat à sa succession une dernière fois, il envisage, en cours de mandat, de passer la main de manière à opérer une transition en douceur.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Le temps de la réconciliation

Avec
François Kalfon

Pour François Kalfon, président du Think Tank "La fabrique" et coordonnateur de la Commission économie du PS, les socialistes ne sont plus en phase avec le monde du travail. Il en explique les raisons dans "Le temps de la réconciliation", à L'encyclopédie du socialisme.

Cap Finistère : De quand date le divorce entre le Parti Socialiste et le monde du travail ?

François Kalfon : *Jusqu'au début des années 80, le PS a un discours anticapitaliste et considère l'entreprise comme un lieu d'exploitation et d'aliénation. Mais, en 1983, les socialistes, au pouvoir depuis 2 ans, se convertissent à l'économie de marché. Ils renoncent à modifier les règles du jeu. Ils se désintéressent des questions sociales*

pour s'engager dans les luttes sociétales. Dans le même temps, le PS gagne les élections locales. Le poids des élus devient prépondérant, chacun gère sa ville, son territoire. Mais le social reste l'essence du socialisme. Nous sommes gênés aux entournures. Nicolas Sarkozy le sent bien et s'engouffre dans la brèche, n'hésitant pas à faire campagne dans les usines.

Cap Finistère : Comment réconcilier le PS et le monde du travail ?

François Kalfon : *Il faut parler des vrais sujets. Le SMIC à 1 500 euros ne parle pas aux salariés. En revanche, ils attendent de nous des réponses sur la pénibilité du travail, les discriminations ou le pouvoir d'achat. Nous devons arrêter de voir l'entreprise uniquement comme le terrain de la lutte des classes, mais plutôt comme un lieu de production de richesses et de rapport de force.*

Le travail reste le principal vecteur de socialisation, mais les salariés ne res-

tent plus toute leur carrière dans la même entreprise. Les périodes d'activité et de chômage se succèdent. Les socialistes doivent donc apporter des réponses sur la mobilité et la continuité des carrières.

Nous devons aussi être offensifs et affirmer que le chômage de masse dans une économie capitaliste n'est pas inéluctable, à condition que compétitivité et redistribution aillent de pair. Bref, il faut partir de la réalité de ce que vivent les salariés.

Cap Finistère : Le PS est-il prêt à engager cette réflexion ?

François Kalfon : *Les travaux de la Commission économie, que j'ai coordonnés pendant 5 ans, n'intéressent pas les dirigeants du parti. Il faut remettre les militants dans le jeu et organiser des conventions pour trancher des débats de fond : allons-nous généraliser les 35 heures ? Quelle sécurité sociale professionnelle allons-nous proposer ? Passerons-nous par la loi ou le contrat ? Etc. Je crois que le congrès de Reims peut être salutaire.*

Rendez-vous

14-15-16 novembre

Congrès national à Reims.

20 novembre

De 17 h 00 à 22 h 00 :

Vote en section pour le secrétaire de section, le premier secrétaire fédéral et le premier secrétaire national.

24 novembre

Conseil fédéral.

Les résultats du vote du 6 novembre

Inscrits : 2 762, votants : 1 875, blancs et nuls 14, exprimés : 1 861.

Motion A :	580	31,17 %
Motion B :	42	2,26 %
Motion C :	302	16,23 %
Motion D :	423	22,73 %
Motion E :	486	26,11 %
Motion F :	28	1,50 %

Le nouveau Bureau fédéral

Le Bureau fédéral est composé de 17 membres.

En fonction des résultats du vote du 6 novembre, la motion A aura six représentants : **Marc Coatanéa, Forough Salami, Yohann Nédélec, Annick Phan, Jean-Claude Lessard et Michaël Quernez.**

Christophe Heriaud et Laurent Cavaloc siègeront au nom de la motion C.

La motion D sera représentée par **Jean-Jacques Urvoas, Jean-Paul Vermot, Richard Ferrand et Gaël Le Meur.**

Et les représentants de la motion E seront : **Stéphane Riou, Françoise Bachelier, Laurence Fortin, Sylvie Keriou et Nicolas Morvan.**

Les motions B et F ne seront pas représentées dans cette instance de la Fédération.

Le nouveau Conseil fédéral

Le nouveau Conseil fédéral, issu du vote du 6 novembre, sera composé de la manière suivante :

Motion A : 13 membres :
Thomas Ferec, Marc Coatanéa, Forough Salami, Catherine Huon, Franck Respriget, Anne Le Gall, Annick Phan, Monique Laboureau, Yohann Nédélec, Jean-Claude Lessard, Bernard Dalis, Michaël Quernez, Sébastien Miossec.

Motion C : 7 membres :
Rebecca Fagot, Gilles Jan, Sylvaine Vulpiani, Christophe

Heriaud, Jean-Pierre Tandin, Laurent Cavaloc, Patrick Fran-
chin

Motion D : 9 membres :

Jean-Jacques Urvoas, Sylvain Eliès, Gaël Lemarchand, Nathalie Bernard, Thierry Nerzic, Jean-Paul Vermot, Richard Ferrand, Véronique Rahe-
Heriaud, Gaël Le Meur.

Motion E : 11 membres :

Stéphane Riou, Françoise Bachelier, Yveline Gourvenec, Didier Le Gac, Julie Binois, Alix Vourch, Édouard Gaugirard, Tangi Youinou, Sylvie Keriou, Nicolas Morvan, Michel Lous-
souarn.

Pour les suppléants :

Motion A : Dominique Boé, Gilbert Gramoullé, François Cuillandre, Dominique Le Guen, Jean-Pierre Porée, Michelle Quéroué, Denis Phan, Marie-Thérèse Créachcadec, Fabrice Huret, Pascal Inizan, Andrew Lincoln, Nathalie Sarra-
bezolles, Yves Kergourlay.

Motion C : Emmanuelle Bénard, Gérard Le Ny, Gérard Foricher, Alain Passemard, Marcie Chol, Paulo Kersalé, Nicole Ziegler.

Motion D : Olivier Berthelot, Marc Le Hénanf, Sylvain Espitalier, Claire Thomas, Anne Prou, Anthony Queguiner, Sheilla Le Nost, Amaury Uriel, Anne Maréchal.

Motion E : Bernard Forgerit, Anne-Marie Cibaud, Paul Le Goff, Anne Graziana, Jacques Thomas, Bernard Pellé, Annie Loneux, Yves Briand, Claude Abiven, Yannick Poulhazan, Michelle Andro.

Les représentants du collège des secrétaires de section seront désignés à l'occasion du conseil fédéral du 24 novembre

Commission des conflits

Motion A : Christophe Le Bras et Pierre Le Cossec

Motion C : Evelyne Ligner

Motion D : Tino Kerdraon

Motion E : Maurice Raoult

Commission de contrôle financier

Les titulaires seront :

Motion A : Chantal Guittet et Christian Bonneau

Motion C : Marcel Bourdaillet

Motion D : André Conq

Motion E : Marie-Aimée Guychard

Suppléants :

Motion D : Louis Le Lay

Motion E : Yvon Jaouen

Disparition de Michel Philipponneau

Michel Philipponneau est d'abord un professeur de géographie de l'Université de Rennes, quand celle-ci était le seul établissement d'enseignement supérieur en Bretagne. Il a contribué à la formation de beaucoup d'étudiants, devenus responsables politiques, économiques, sociaux, culturels de la région. Pour l'avoir eu comme professeur, avec d'autres, je dois beaucoup à celui que l'on appelait affectueusement "Phlip".

Il a été un des pionniers du socialisme démocratique en Bretagne dans sa phase de renouveau puis de conquête dans les années 1970. Le titre de son livre "Debout la Bretagne" a servi de slogan au grand meeting, suivi d'une manifestation des socialistes bretons au printemps 1978, autour de François Mitterrand et de Michel Rocard.

Il a été un des fondateurs du BREIS (Bureau Régional d'Etudes et d'Informations Socialistes) en 1973, contribuant ainsi à la prise en compte de la question régionale dans un parti qui se montrait méfiant sur ce sujet.

Il s'est par la suite éloigné du Parti Socialiste mais cette rupture ne doit pas nous faire oublier son apport au mouvement politique dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

Bernard Poignant
Président du BREIS

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.